

État des lieux

Fév. 2018

en éducation

Conseil central de Québec–Chaudière–Appalaches (CSN)

Primaire / secondaire

**Absentéisme, présentéisme,
épuisement professionnel,
roulement de personnel...**

L'essoufflement auquel sont exposés nos travailleuses et nos travailleurs en éducation est intolérable. La surcharge de travail, un trop grand ratio d'élèves à accompagner et le manque chronique de ressources pour les services d'aide nuisent à leur mission pédagogique.

On veut que nos enfants apprennent à apprendre et non qu'ils soient les pantins du marché du travail.

La sous-traitance de l'entretien ménager dans nos écoles est inacceptable. Les concierges ont un rôle fondamental pour nos enfants; rôle beaucoup plus important que seulement déplacer de la poussière. Quand leurs emplois sont stables dans leur milieu, ce sont des figures rassurantes.

Des écoles mal financées c'est comme des charrettes sans chevaux, des avions sans ailes, des élu-es sans convictions et des États sans têtes.

Des établissements d'enseignement vétustes, des gestionnaires à la petite semaine réduits à quémander une trop maigre pitance, des travailleuses et des travailleurs en éducation autrefois respectés maintenant traités avec mépris comme les pièces interchangeables d'une chaîne de montage mercantile. Quand retrouverons-nous la fierté de nous donner les moyens de former de nobles têtes?



Collégial

Si on laisse transformer le réseau collégial en terrain synthétique et les collèges en équipes de football, cette puérole et futile compétition ne pourra plus garantir la formation équitable de citoyennes et citoyens responsables et engagés pour le bien collectif.

La reddition de compte démesurée, la réduction dramatique du financement, l'omniprésence dans nos murs du marchand avide de gain réduisent nos cégeps, qui ont courageusement arraché l'éducation à une élite, à de vulgaires centres commerciaux.

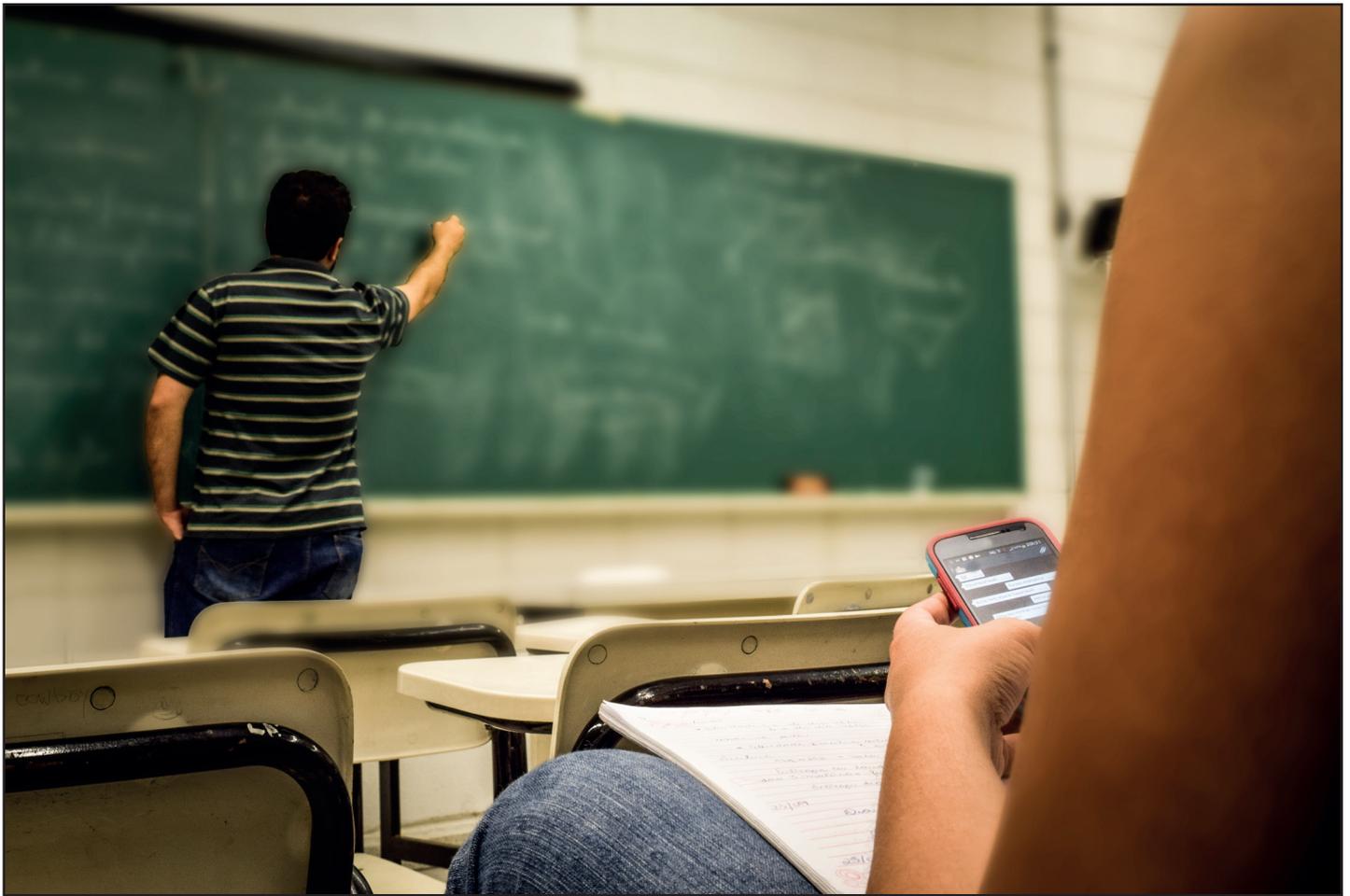
Peut-on imaginer des laboratoires sans techniciennes et techniciens, des cliniques écoles sans accueil, des stages sans supervision, des étudiantes et étudiants à l'étranger sans encadrement? C'est quotidiennement que nos travailleuses et nos travailleurs résilients, au péril de leur

mieux être, évitent le pire!

Ne vaudrait-il pas mieux investir dans un réel mieux-être de nos travailleuses et travailleurs en éducation avec un financement public adéquat et profitable à des écoles modernes, accessibles, tournées vers l'accomplissement d'une société plus humaine, que de « brûler » les deniers publics dans l'épuisement professionnel de ces mêmes personnes?

Comment peut-on espérer maintenir la noble vocation de former notre jeunesse, nos propres cerveaux en méprisant, en sous-traitant, en précarisant, en fragilisant la mission d'éduquer et d'élever notre société? C'est comme si ceux qui ont grandement joui de ce privilège veulent jalousement le garder pour eux.

Pourquoi pas un modelage à courte vue d'une travailleuses ou d'un travailleur servile plutôt que de privilégier la formation d'une citoyenne ou d'un citoyen plus flexible, autonome, pensant, responsable et conscient?



Université

La marchandisation de l'éducation qui bat son plein dans nos universités asservie la recherche de haut niveau à l'intérêt premier des riches entreprises qui dictent de plus en plus la marche à suivre.

Pourtant, nous avons plus que jamais besoin de la recherche « fondamentale » face aux défis non moins « fondamentaux » du devenir de la condition humaine.

La puérile compétition effrénée entre les établissements universitaires qui courtisent la « clientèle payante », entre autres étrangère, entraîne trop de luttes intestines

qui ne servent pas la noble mission de bien former nos concitoyennes et concitoyens.

Un état à la solde des entreprises, des chambres de commerce, des philanthropes intéressés, des multinationales tentaculaires abandonne ses responsabilités à l'égard des travailleuses et travailleurs en éducation, de la population étudiante et de ses premiers mandants : la société québécoise.

Un système scolaire **par nous et pour nous**



Conseil central
de
Québec-Chaudière-Appalaches